

HAVAS PARIS POUR LA FHF

Point de situation du 4 mai 2020

INFORMATION CORONAVIRUS

POINT DE SITUATION

EN FRANCE

- 24 895 décès (15 583 à l'hôpital et 9 312 en EHPAD)
- 3 819 cas en réanimation

DANS LE MONDE

- + de 244 295 morts
- + de 3 450 000 cas

L'Europe reste fortement impactée avec 1,36 million de cas et plus de 135 000 morts. A date du 1^{er} mai, les pays les plus touchés en nombre de morts sont les Etats-Unis avec plus de 64 7000 décès, l'Italie (28 236 morts), le Royaume-Uni (27 510 morts), l'Espagne (24 824 morts) et la France.

En France, on constate une diminution de la circulation du virus dans 3 départements (Gers, Loire Atlantique et Mayenne), ce qui permet donc le passage du « orange » au « vert » sur la carte.

4 régions (Île-de-France, Grand Est, Auvergne-Rhône-Alpes, Hauts de France) regroupent 72% des cas hospitalisés.

LES TEMPS FORTS

Samedi 2 mai

- Le gouvernement a prolongé samedi jusqu'au 24 juillet l'état d'urgence sanitaire qui lui donne des moyens exceptionnels pour combattre la pandémie. Président du groupe Les Républicains, le sénateur Bruno Retailleau a annoncé dans le JDD vouloir saisir le Conseil Constitutionnel.
- La Haute autorité de Santé (HAS) a présenté samedi les cas où les tests sérologiques sont utiles dans la lutte contre le Covid-19. La HAS s'est concentrée sur les tests réalisés en laboratoire de biologie médicale, dits ELISA, et rendra un autre avis sur les tests de diagnostic rapide ou les autotests "dans huit ou dix jours".

Dimanche 3 mai

- La porte-parole du gouvernement Sibeth Ndiaye a affirmé dimanche avoir "bon espoir" que l'application controversée de suivi numérique (traçage) StopCovid soit prête fin mai, début juin. Les acteurs clé du projet, Orange et Capgemini, avaient indiqué jeudi que l'application devrait être prête pour la deuxième quinzaine de mai.
- Selon un "protocole national de déconfinement", basé sur des critères "universels" et diffusé dimanche par le ministère du Travail, les mesures imposées aux entreprises

"nécessitent un travail de réflexion préalable, conduit dans un cadre concerté afin de garantir leur faisabilité".

- Le Ministre de l'Intérieur Christophe Castaner a annoncé le 3 mai que les personnes ayant choisi de passer leur confinement ailleurs que chez eux pourraient rentrer à leur domicile principal munis d'une attestation de déplacement pour "motif familial impérieux".
- A partir du 11 mai, chaque département disposera d'une "brigade sanitaire" chargée d'identifier les personnes atteintes par le coronavirus. Au total, 3 à 4.000 personnes seront mobilisées. Les brigades seront composées principalement de salariés de l'Assurance maladie. Des employés de Centres communaux d'action sociale (CCAS), de conseils départementaux ou d'organismes comme la Croix-Rouge pourraient également les intégrer.

Lundi 4 mai

- 92 grands patrons, membres de l'association Entreprises pour l'environnement (EPE), LVMH, BNP Paribas, Air France-KLM, veulent "mettre l'environnement au coeur de la relance économique", avec la "justice sociale", dans une tribune publiée par Le Monde.
- La ministre du Travail a jugé lundi "raisonnable de dire" que l'on va avoir un télétravail massif jusqu'à l'été et a appelé les partenaires sociaux à négocier rapidement un encadrement de ce mode de travail s'ils le souhaitent. Cependant, pour prévenir des abus du management, une entreprise doit définir, via "une charte" ou "un accord" avec les syndicats, "un mode d'emploi du télétravail" qui prévoit notamment "les heures de déconnexion", a-t-elle estimé.

LES PRINCIPAUX SUJETS DE DISCUSSION

Nous en sommes au 49^e jour de confinement en France. Parmi les points à retenir ce matin :

- Alors que **l'Exécutif doit soumettre ce lundi au Sénat le plan national de déconfinement**, la presse insiste sur les « zones d'ombre » du texte et les craintes exprimées par de nombreux élus locaux, en particulier concernant la réouverture des écoles, les mesures de quarantaine ou encore les brigades sanitaires anti-coronavirus.
- Les médias en ligne estiment que **la contestation se durcit face à la réouverture des écoles**, soulignant que plus de 300 maires d'Île-de-France en demandent le report dans une lettre ouverte à E. Macron (« Une fronde des maires », « Un des sujets les plus épineux »). Relayant l'inquiétude de plusieurs élus, enseignants et parents d'élèves, les articles soulignent la volonté de l'Exécutif d'y répondre par la concertation au niveau local.
- Les **craintes exprimées par des entreprises de transport en commun** sont relayées par plusieurs journalistes, précisant que celles-ci s'attendent notamment à des difficultés humaines et matérielles pour se conformer aux obligations sanitaires et qu'elles n'écartent pas l'éventualité de troubles à l'ordre public sur leurs réseaux. Les articles ajoutent que les mêmes entreprises demandent au Gouvernement la définition « d'un cadre général permettant une déclinaison locale ».

- Plusieurs médias relèvent qu'à une semaine du déconfinement, **les règles de reprise d'activité se précisent pour les entreprises** et rapportent les différentes mesures figurant dans le « protocole national de déconfinement ». A ce sujet, la presse souligne que les employeurs sont partagés entre l'impatience de reprendre leur activité et un sentiment « d'insécurité juridique » concernant leurs obligations. Enfin, quelques articles rapportent que M. Pénicaud recommande à ceux qui le peuvent de continuer à travailler chez eux après le déconfinement.
- La presse revient ce matin sur l'affirmation du Pr. Y. Cohen selon laquelle **un premier patient aurait été testé positif au Covid-19 dès le 27 décembre dernier**. Les contenus détaillent qu'une équipe médicale a repris des tests PCR menés en décembre et janvier sur une cinquantaine de patients atteints de pneumonie et aurait ainsi découvert que l'un d'entre eux était déjà porteur du coronavirus fin 2019.
- Ailleurs dans le monde :
 - Les publications font état du **déconfinement progressif et prudent** qui s'entame **dans différents pays d'Europe** cette semaine et insistent particulièrement sur le cas italien. Notant que 4,4 millions de travailleurs reprennent leur activité en Italie, les journalistes rappellent que les autorités sanitaires se montrent toujours inquiète face à l'éventualité d'une seconde vague épidémique (« un pays qui hésite entre soulagement et inquiétude »).
 - Les rédactions relèvent ce matin les dernières déclarations de D. Trump, notamment sur les chances de trouver un vaccin d'ici la fin de l'année 2020. Sur le plan diplomatique, plusieurs commentateurs jugent que **le président américain durcit de plus en plus le ton contre les autorités chinoises** et s'attendent à voir des relations plus conflictuelles dans les semaines à venir.

LES ANALYSES MÉDIATIQUES À RETENIR DE LA VEILLE

Pour le Gouvernement, le déconfinement reste suspendu au comportement des Français

Les prises de parole d'O. Véran et de C. Castaner alimentent les conversations médiatiques autour du déconfinement, qui resterait à « conquérir ». Pour les journalistes, la prudence est donc de mise quant à l'assurance d'un déconfinement le 11 mai. Ils insistent sur le fait que cette levée du confinement dépendra de l'évolution du nombre de malades et du respect, « jusqu'au dernier moment », du confinement.

Les propos d'O. Véran dans Le Parisien sont perçus par certains comme une volonté d'encourager les Français à la discipline et comme une forme d'avertissement (« O. Véran vient volontairement jeter un froid », « le Gouvernement multiplie les mises en garde » Sud-Ouest). Ce qui n'empêche pas certains observateurs, comme le rédacteur en chef du Figaro Magazine, de souligner des « messages contraires sur le déconfinement » et de s'interroger sur ce qui justifierait que les départements en vert puissent voir le déconfinement remis en question.

Les propos du ministre de l'Intérieur bénéficient également d'un large écho médiatique. Pour les journalistes, C. Castaner a permis de préciser plusieurs questions en suspens. Ils estiment aussi qu'il aurait été rassurant en réaffirmant sa certitude d'atteindre l'objectif du déconfinement le 11 mai. La possibilité d'un retour à la maison pour les personnes confinées

à plus de 100 km de chez elles est l'annonce la plus retenue par les médias, qui la mettent en avant dans leurs titraillles.

Sur Twitter, les oppositions de gauche s'indignent d'une « culpabilisation des Français » et d'un Gouvernement qui se défausserait de « sa propre incompétence ».

Les journalistes se font le relais des craintes autour de la prolongation de l'état d'urgence sanitaire

Dans l'ensemble, les journalistes considèrent que la prolongation de l'état d'urgence permet de « clarifier un peu » le cadre du déconfinement (port du masque obligatoire dans les transports en commun, possibilité de circuler sans attestation...). Ils traitent plus spécifiquement deux points ayant suscité la polémique : la possible obligation d'isolement pour les personnes infectées et la mise en œuvre d'un système de traçage des personnes malades et de leur entourage.

De manière générale, les médias insistent sur le fait que de nombreuses inquiétudes demeurent du côté des oppositions et des constitutionnalistes, qui craignent « une dérive vers un régime d'exception » et une mise en danger des libertés fondamentales (Le Parisien). Dans ce contexte, les prises de paroles de personnalités politiques sont mises en avant (BFMTV : saisine du Conseil constitutionnel par les sénateurs LR). En ce qui concerne plus spécifiquement la question du traçage des malades, les craintes sont encore plus palpables. Les risques d'atteintes au secret médical sont souvent avancés (Europe1 : « Traçage du coronavirus : Retailleau veut "une procédure de refus" pour les proches des malades »).

Les articles précisent néanmoins que le ministre de la Santé s'est voulu rassurant en affirmant que les données médicales recueillies ne serviront pas à l'application StopCovid. A ce sujet, des questions persistent quant à la pertinence de l'application. Plusieurs publications indiquent que cette dernière ne sera pas prête pour le 11 mai et jugent qu'O. Véran a préparé la France à ce qu'elle ne voit jamais le jour (20 Minutes).

LES DERNIÈRES PRISES DE PAROLE

Bruno Le Maire – France Inter – 04/05/20

Le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, a dénoncé "*une mauvaise polémique*" sur la grande distribution, accusée de constituer des "stocks cachés" de masques, assurant qu'elle a "*joué le jeu*" depuis le début de la crise.

- "*Je constate que la grande distribution, depuis le début de la crise sanitaire, a parfaitement joué le jeu notamment pour garantir la sécurité de l'approvisionnement alimentaire des Français*".
- "*Je pense vraiment que c'est une mauvaise polémique*", a-t-il assuré, après un week-end où les grandes enseignes se sont défendues face aux attaques des professionnels de la santé et des politiques sur les masques qu'elles s'apprêtent à mettre en vente.
- "*Ce que nous souhaitons, c'est très simple: c'est que le plus grand nombre de Français puisse trouver des masques dans les lieux de consommation habituels, que ce soit les pharmacies, les grandes enseignes de la distribution, les débitants de tabac, les mairies*".

Muriel Pénicaud – France Info – 04/05/20

La ministre du Travail Muriel Pénicaud a assuré qu'il était *"raisonnable de dire"* qu'un télétravail massif aura lieu au moins jusqu'à l'été alors que la France débutera son déconfinement progressif à partir du 11 mai.

- *"On organise la reprise du chemin vers le travail, mais pas à n'importe quelles conditions. Et on ne va pas travailler comme avant pour un moment".*
- *"Je crois qu'il y a aujourd'hui cinq millions de Français qui travaillent en télétravail. Certains le faisaient déjà un peu et le font maintenant beaucoup et pour beaucoup, c'est aussi une expérience nouvelle. Mais, dans le contexte du déconfinement progressif que nous faisons, c'est très important qu'au maximum possible, ceux qui télétravaillent continuent à télétravailler parce que ça évite d'être trop nombreux sur le lieu de travail."*

Gérald Darmanin – RMC – 04/05/20

Gérald Darmanin, a affirmé que *"l'augmentation de la fiscalité n'a jamais fait que retarder l'activité, rendre plus inquiétant l'avenir pour les entrepreneurs et les particuliers"*.

- *"Nous n'allons pas augmenter les impôts, vous pouvez investir et relancer l'économie".*
- Si *"le confinement a sauvé beaucoup de vies, il a aussi des défauts"*, évoquant les conséquences économiques. Impossible d'évaluer encore son impact, *"ça change tous les jours"*, a souligné le ministre de l'Action et des Comptes publics. *"Ce qui est certain c'est que nous avons une date de reprise d'activité plus forte"*, le 11 mai.
- Quant aux charges pour les entreprises en difficulté, elles seront reportées en mai, a également fait savoir le ministre.

LES UNES DU JOUR



LES TWEETS À NE PAS MANQUER

-  **franceinfo** ✓ @franceinfo · 1h
"L'Etat n'est pas l'arbitre de l'information" : plus de 30 sociétés de journalistes signent une tribune contre la rubrique "Désinfox **coronavirus**" du **gouvernement**
-  **Catherine Gasté** ✓ @catherinegaste · 1h
Déconfinement : RATP, SNCF, Transdev... disent "ne pas disposer, des moyens humains et des matériels" dans un courrier adressé à Edouard **Philippe** et pointent le "risque de trouble à l'ordre public qui conduira à l'arrêt des transports" leparisien.fr/economie/decon... via @le_Parisien
-  **Le Monde** ✓ @lemondefr · 2h
Le ministre de la santé, Olivier **Véran**, a assuré être en accord avec le conseil scientifique sur la réouverture des écoles prévue le 11 mai. Ce n'est pourtant pas le cas.
-  **Samuel Le Goff** @S_LeGoff · 3h
#DirectSénat #PJLCovid @BasPhilippe propose une exonération de responsabilité pénale pour des cas de contamination au **#Covid19** sauf faute prouvée de la part des autorités en charge de la lutte contre la contamination senat.fr/amendements/co...
-  **Alec Castonguay** ✓ @Alec_Castonguay · 6h
Le président Trump prédit un vaccin d'ici la fin de l'année. En lisant ce texte du @nytimes, on comprend qu'y arriver en 18 mois serait un exploit. Surtout pour la production. La meilleure piste semble plutôt un médicament qui diminue les complications
-  **Philippe Corbé** ✓ @PhilippeCorbe · 9h
Le président Trump, devant l'immense statue de son prédécesseur au Lincoln Memorial :

"They always say "Lincoln, nobody got treated worse than Lincoln". I believe I'm treated worse"

Lincoln a été assassiné.
-  **franceinfo** ✓ @franceinfo · 11h
Coronavirus : un cas de Covid-19 répertorié en France dès le 27 décembre, affirme le chef d'un service de **réanimation** de Seine-Saint-Denis
-  **Olivier Faure** ✓ @faureolivier · 12h
Nul ne doit être tenu de gagner un pari engagé par le président sans concertation ni préparation préalables. Le bon moment du déconfinement, c'est quand on est prêt. On ne joue pas la santé des Français à pile ou face. **#COVID-19 #11mai**
-  **Denis Olivennes** ✓ @Olivennes · 12h
Les articles de presse fiables sur le covid-19 choisis par le Service d'information du **gouvernement** : idée franchement shaddock ! C'est la négation du principe de séparation entre le pouvoir et la presse, essentiel pourtant à la démocratie. Il est urgent d'y renoncer.
-  **Jean Quatremer** ✓ @quatremer · 12h
Contrairement à ce qu'annonçaient @olivierveran et @CCastaner, pas de « quarantaine » pour les personnes (étrangères et Françaises) entrant en France en provenance de l'UE et du RU. Précision de l'Élysée ce soir. Courteline ou lonesco, j'hésite...
-  **Edwy Plenel** ✓ @edwyplenel · 14h
Depuis le **confinement**, les couturières sont des milliers à s'être mobilisées bénévolement pour faire des **masques**. Mais le dévouement a laissé place au dépit face au sentiment de se faire exploiter. @Mediapart



Catherine Gasté ✓ @catherinegaste · 16h

Déconfinement: 316 maires franciliens à signer une lettre adressée à Emmanuel **Macron**, estimant que les conditions de réouverture des établissements ne sont pas réunies - Le Parisien



Laurent Mauduit ✓ @LaurentMauduit · 16h

Le Mobilier national veut organiser une vente au profit de la Fondation **Hôpitaux** de France présidée par Brigitte **#Macron**. Mais ce mobilier est inaliénable, et si des exceptions sont possibles, les recettes tombent normalement dans les caisses de l'État



Mediapart ✓ @Mediapart · 16h

La grande distribution mettra en vente au moins 65 millions de **#masques** chirurgicaux à partir de lundi. Personnels **soignants** et élus locaux font part de leur « consternation » face à la stratégie de l'État, qui n'a pas réquisitionné les stocks.



Helene Bekmezian ✓ @Bekouz · 19h

Véran hier : "Au 11 mai, il n'y aura pas d'application StopCovid disponible dans notre pays"
Cédric O aujourd'hui : "L'appli devrait pouvoir entrer en test en conditions réelles la semaine du 11 mai"
Et sinon c'est possible d'être clair sur UN truc une fois comme ça pour voir ?



Pascal Riché ✓ @pascalriche · 23h

L'Élysée livre une liste de médias crédibles. **Macron** qualifie les 1er mai de "chamailleurs". Le secrétaire d'Etat Jean-B. Lemoyne indique que l'autorisation de partir en vacances dépendra "des efforts des Français". Bienvenue dans l'ère de l'infantilisation des citoyens !



thomas snegaroff ✓ @thomassnegaroff · 3 mai

Je constate que la politique du "panpan cucul" commence à agacer de plus en plus de monde.
#11mai



Etienne Baldit ✓ @EtienneBaldit · 2 mai

Sans rire (enfin si justement), j'ai recraché mon vin par le nez

(Olivier **Véran** dans @le_Parisien) leparisien.fr/politique/oliv...

dans la gestion de crise. « Mais j'ai connu dans un autre mandat des gouvernements qui se sont illustrés par leurs couacs à répétition, tacle l'ancien député socialiste sous François Hollande. Ça n'a jamais été le cas avec celui-ci. »



François Beaudonnet ✓ @beaudonnet · 2 mai

En France, le **masque** était inutile voire dangereux.

En France, le **masque** sera bientôt obligatoire et celui qui n'en portera pas sera passible d'une amende.